

Perspectives

SUISSE

Pas de transparence sur les importations d'or

HAÏTI

Les projets se poursuivent malgré l'insécurité

COLOMBIE

Quand le solaire fait couler l'eau



DOSSIER

Une récolte réussie en dépit du réchauffement climatique

Chère lectrice, cher lecteur,

Chaque fin d'année, je me creuse les méninges pour formuler de bonnes résolutions, souvent en lien avec la santé, que je finis généralement par oublier rapidement. Cette année, je change de stratégie : je décide de contribuer, dans les limites de mes moyens, à atténuer les conséquences de certaines des situations parmi les plus dramatiques au monde. Et je compte bien persévérer dans cette voie jusqu'à la fin de l'année. La raison ?

Il ressort du rapport sur la faim dans le monde, auquel Action de Carême a participé, que la pandémie de Covid-19 et le conflit en Ukraine ont engendré une pénurie alimentaire mondiale et une flambée des prix. En conséquence, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 150 millions en 2023.

Action de Carême et ses organisations partenaires s'engagent aux côtés des plus démunis pour qui la faim est le pain quotidien. Ensemble, nous œuvrons pour surmonter les crises actuelles et prévenir les catastrophes de demain, en axant nos efforts sur les groupes de solidarité, l'agroécologie et la mise en œuvre de la Déclaration des droits des paysannes et des paysans sur le terrain.

En 2024, notre objectif est de pérenniser notre travail en accompagnant plus de deux millions de personnes dans leur lutte pour une vie meilleure. Nous y parviendrons grâce à vous. Prenez, vous aussi, de bonnes résolutions ! Chaque geste compte.



Merci de tout cœur pour votre solidarité !

Bernd Nilles
Directeur d'Action de Carême

POLITIQUE

- 5 Importations d'or : la Suisse ne brille pas par sa transparence

COLOMBIE

- 6 Quand le solaire fait couler l'eau

VUE DU SUD

- 8 « Parfois, j'annule une visite, tant le danger est grand »

EN TRANSITION

- 9 À la découverte de l'agroécologie

DOSSIER

- 10 Moins de réchauffement climatique, plus de qualité de vie
- 12 Guatemala
- 13 Sénégal
- 14 Philippines
- 15 Haïti
- 16 Cinq questions à Francesco Gesualdi
- 17 Renforçons l'« empreinte de la main »

ENGAGEMENT

- 18 « Le jeûne nourrit l'âme et ouvre l'esprit »

DES PAROLES AUX ACTES

- 19 Guide testamentaire

Impressum

Publication : Action de Carême, 2024
Rédaction : Ralf Kaminski, Tiziana Conti, Federica Mauri
Traduction allemand-français : Jean-François Cuennet
Agence : SKISS GmbH, Lucerne
Impression : Druckerei Kyburz AG, Dielsdorf
Tirages : D 33 895, F 4700, I 3067
Parution : quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur / donatrice
Contact : mail@actiondecareme.ch, 021 617 88 81

Émissions de CO₂
compensées par la
Collecte pour le climat.





Des vaches observent Nébié Boukary sur le chemin du retour après sa journée de travail aux champs. Les projets d'Action de Carême soutiennent des familles paysannes au Burkina Faso pour qu'elles puissent faire face durablement aux conséquences des changements climatiques.

(Photo : Richard Djelbeogo)



Des Adivasis ont cultivé un champ de manière agroécologique en collaboration avec une université. En Inde, il existe une étroite collaboration entre nos organisations partenaires, les autorités agricoles et les universités. (Photo : Ayush Kumar)



À Madagascar, des membres d'un réseau paysan soutenu par Action de Carême construisent une route afin de mieux desservir un village.

(Photo : Andriamparany Rasamimanana)

Actualités

CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE

La Campagne œcuménique de l'EPER, d'Action de Carême et d'Être Partenaires, qui se déroulera du mercredi des Cendres, le 14 février 2024, au dimanche de Pâques, le 31 mars 2024, abordera une nouvelle fois la justice climatique et clôturera ainsi un cycle de quatre ans sur cette thématique cruciale. Avec le slogan « Moins, c'est plus » enrichi de l'appel « Chaque geste compte », la campagne de cette année mettra l'accent sur l'engagement tant individuel que collectif pour faire face à l'urgence climatique.



Safiatou Baldé Loum, hôte de la Campagne œcuménique 2024

Cette année, nous aurons le plaisir d'accueillir **Safiatou Baldé Loum**, secrétaire exécutive au sein du Centre d'études de recherche et de formation en langues africaines (CERFLA) dans le Ferlo, au Sénégal. Pendant deux semaines, Safiatou nous parlera des défis auxquels sont confrontées les communautés rurales, notamment en matière de modèles de résilience et d'adaptation aux changements climatiques. Entre fin février et début mars, elle interviendra lors d'une série d'événements sur la justice climatique et plus particulièrement sur l'importance de nos gestes tant individuels que collectifs pour faire face à l'urgence climatique. Prenez part à l'un de nos événements !

ÉVÉNEMENTS DE LA CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE 2024

■ Samedi 24 février, après-midi, Yverne (VD)

Rencontre-découverte du Domaine des Communailles avec Les Légumes Sociaux

Visite du domaine maraîcher, ateliers et regards croisés en présence d'Amélie Gosselin et Jean-Bastien Thonney, membres du comité fondateur des Légumes Sociaux et de Safiatou Baldé Loum.

■ Mardi 27 février, 19h, en ligne

« Changements climatiques : de la transition à l'adaptation »

Table ronde en ligne en présence de Marc Muller, ingénieur en énergies, et Safiatou Baldé Loum.

■ Jeudi 29 février, 19h, Genève

« Systèmes alimentaires au Nord et au Sud : quelles alternatives proposer ? »

Table ronde avec Safiatou Baldé Loum, Valentina Hemmeler, directrice générale de l'Office cantonal de l'agriculture et de la nature, et Gaëlle Bigler, spécialiste en systèmes alimentaires équitables et résilients.

■ Mardi 5 mars, 20h, Bex (VD)

« Ferlo – À la recherche d'un nouvel équilibre »

Projection du documentaire de Rahel Grunder « Ferlo – À la recherche d'un équilibre » au cinéma Grain d'Sel, suivie d'une table ronde en présence de Safiatou Baldé Loum et de Martine Gerber, députée au Grand Conseil vaudois et paysanne bio.

■ Mercredi 6 mars, 19h30, La Chaux-de-Fonds (NE)

« Protection du climat : plaider au Nord et au Sud »

Table ronde avec Safiatou Baldé Loum, l'Association suisse pour la protection du climat et les Avocat-e-s pour le climat.

Vous trouverez plus d'informations sur la Campagne œcuménique 2024 dans notre dossier dès la page 10.

Découvrez tous les événements et tables rondes sur : www.voir-et-agir.ch/events



Importations d'or : la Suisse ne brille pas par sa transparence

Alors que la plupart de nos pays voisins ont instauré un devoir de diligence pour les multinationales, la Suisse reste en retrait. Un exemple récent en est la décision du Tribunal fédéral concernant la transparence dans le commerce de l'or.

« Début novembre 2023, Action de Carême a publié une étude sur l'or importé de Colombie en Suisse qui prouve que l'extraction de ce métal précieux dans le département du Cauca entraîne une pollution alarmante de la rivière Nechí et porte atteinte aux droits de la population locale. C'est une société colombienne qui exporte l'or pour le faire raffiner en Suisse.

En vertu des dispositions du droit international, tant la raffinerie suisse que l'entreprise minière colombienne ont l'obligation de vérifier l'impact de leurs activités sur les droits humains et l'environnement, une obligation d'autant plus impérative que l'or provient d'une région en proie à des conflits entre groupes armés qui s'affrontent pour s'assurer la maîtrise des richesses de son sol.

Le devoir de diligence des entreprises les contraint notamment à garantir la traçabilité de l'or, afin de pouvoir déterminer la provenance des matières premières utilisées et identifier les risques ainsi que les mesures prises pour les écarter. À défaut de cette transparence, il est très difficile d'établir le lien entre la responsabilité d'une multinationale en Suisse et les atteintes portées aux droits humains ou à l'environnement de la région d'où provient l'or.

Dans notre étude, la raffinerie suisse se refuse à toute transparence, invoquant des secrets d'affaires qui l'empêcheraient de déclarer ses relations et les volumes négociés. Elle n'est pas un cas isolé : les autres grandes fonderies suisses s'opposent elles aussi à toute déclaration de la provenance des matières premières raffinées.

En 2022, une coalition d'ONG, déboutée par les instances inférieures, a saisi le Tribunal fédéral afin qu'il examine les pratiques des multinationales qui refusent de publier leurs importations d'or et de révéler leurs relations d'affaires. Mi-novembre 2023, le Tribunal fédéral a lui aussi donné tort aux organisations, accordant davantage de poids aux intérêts commerciaux des entreprises concernées qu'à l'instauration de la transparence dans le négoce de l'or, bien que la Suisse soit la plaque tournante de ce commerce dans le monde.

Action de Carême ne cessera de s'investir pour instaurer davantage de transparence et de contrôle dans le domaine des matières premières. Nous aurons une première occasion de le faire durant la prochaine session de printemps des Chambres fédérales, le Conseil national devant examiner la loi sur les douanes, y compris la loi sur le contrôle des métaux précieux. Nous espérons que nous parviendrons cette fois à amener notre pays à faire un petit pas en avant afin d'obliger les multinationales à rendre compte de leurs abus.

En effet, en dépit du grand nombre d'infractions attestées et d'un vaste débat sur la responsabilité des entreprises, le respect des droits humains et la protection de l'environnement dans les pays du Sud sont laissés en grande partie au bon vouloir des entreprises. Il est grand temps que la Suisse assume ses responsabilités, faute de quoi elle sera bientôt le seul pays en Europe à ne pas avoir légiféré dans ce domaine. »

*Daniel Hostettler,
responsable Programmes internationaux*



Vous pouvez consulter ici notre étude sur les importations d'or en provenance de Colombie : www.actiondecareme.ch/importations-dor-de-colombie

Quand le solaire fait couler l'eau

Texte : Ralf Kaminski Photos : Sancho Sánchez

Trois villages situés dans l'ouest de la Colombie disposent désormais d'installations photovoltaïques qui facilitent énormément les travaux agricoles. Cofinancé par Action de Carême, le projet pilote qui vient de prendre fin devrait désormais rayonner dans l'ensemble de la région.

Marisol Culma porte plusieurs casquettes : maman, paysanne et aussi, depuis peu, gérante de l'installation photovoltaïque d'Illarquito, une communauté indigène du département de Tolima, terre ancestrale du peuple pijao. Les habitantes et habitants de cette région vivent de l'agriculture : ils cultivent des bananes plantains, du yucca, des haricots et du maïs, élèvent des moutons, des poulets et quelques vaches.

Or, ces activités sont sujettes aux caprices de la nature et subissent les effets du dérèglement climatique. Si les villageoises et villageois étaient auparavant frappés de plein fouet par la pénurie d'eau et de fourrage en période de sécheresse, la nouvelle installation photovoltaïque améliore aujourd'hui considérablement leur approvisionnement en eau. Cette dernière a été mise en place dans le cadre d'un projet pilote cofinancé par Action de Carême, en collaboration avec Grupo Semillas, une organisation partenaire locale qui entretient des relations étroites avec les communautés indigènes.

L'eau courante, enfin

« Au début, la réserve d'Illarquito était une ferme comptant quelques animaux et cinq pâturages », raconte Marisol Culma, avant de poursuivre : « Malheureusement, à cause des sécheresses, tout s'est desséché puis a pris feu et nous devons chaque jour puiser et transporter l'eau du ruisseau. » Aujourd'hui, tout a

changé : grâce à une installation combinant pompes et panneaux solaires, l'eau du ruisseau se déverse dans l'étang communautaire pour ensuite alimenter un réservoir surélevé. « C'est la première fois que nous disposons d'eau courante pour nos habitations et l'irrigation des champs », explique la mère de famille. L'eau reste impropre à la consommation, mais Marisol espère qu'une solution finira par se dégager.

En plus d'accroître les rendements agricoles et de faciliter l'abreuvement du bétail, le meilleur accès à l'eau a permis aux paysannes et paysans d'apprendre à gérer plus efficacement les ressources disponibles. Marisol explique avec fierté que ce projet, associé à la récente plantation d'arbres, a fait évoluer positivement toute la région : « Il fait moins chaud, le sol est protégé, l'humidité se maintient plus longtemps et nous avons pu mettre en culture plus de quatre hectares supplémentaires au profit de la communauté. »

Davantage d'assurance

Pour cette quinquagénaire qui est née et a grandi à Illarquito, et continue à y vivre avec sa mère, son mari et son fils, l'ampleur des changements suscités par le projet ne s'arrête pas là. En effet, Marisol fait partie des douze gestionnaires d'approvisionnement communal en énergie ayant été formé-e-s dans la région au cours des dernières années. Elle sait aujourd'hui comment monter une installation

AGRADECIMIENTOS: A las comunidades indígenas de Totarco Dinde, Totarco Piedras, Totarco Tamarindo, Totarco Niple y la Tutira Bonanza.





photovoltaïque, l'entretenir et calculer sa rentabilité. « J'ai amélioré mes connaissances, gagné en assurance et je travaille dans un domaine qui était auparavant l'apanage des hommes », précise-t-elle. Marisol a l'espoir que les projets axés sur l'énergie solaire offriront des perspectives d'avenir aux jeunes indigènes de la région. « Il est très important qu'ils ne quittent pas leur patrie. »

Marisol Culma et d'autres gestionnaires de l'approvisionnement énergétique communal effectuent des travaux de réparation.

Un projet réussi

Le projet pilote a pris fin à l'automne dernier après trois années d'activité. David Knecht, l'expert en énergie accompagnant le projet pour Action de Carême, en tire un bilan positif : « Le projet a atteint tous ses objectifs et nettement amélioré les conditions de vie des communautés indigènes. »

Au total, huit différentes installations en lien avec l'agriculture ou l'élevage ont été mises en place au sein de trois communautés. Elles permettent entre autres d'alimenter des clôtures électriques, des réfrigérateurs ou des couveuses. Ces activités viennent compléter celles du programme d'Action de Carême en Colombie, qui vise à encourager les communautés à mieux adapter leurs pratiques agricoles à leur écosystème.

Le projet pilote avait aussi pour but d'améliorer le cadre de financement de futures installations. « Nous avons au moins partiellement atteint cet objectif », déclare David Knecht, en précisant :

« Un fonds communautaire a lancé une offre destinée aux projets liés à l'énergie et des directives ont vu le jour pour encadrer les demandes de prêts. » Sans subventions publiques, les différentes communautés peinent toutefois souvent à financer ces activités.

Faire figure de modèle

Dernier point, et non des moindres, le projet pilote entend montrer la voie à suivre. « Diverses organisations et universités et même les autorités nationales ont suivi le projet avec intérêt », se félicite David. De surcroît, notre organisation partenaire Grupo Semillas va désormais collaborer avec des communautés locales et des organismes publics pour élaborer les bases légales et financières de futurs projets liés à l'énergie au sein des communautés villageoises. « Nous espérons qu'une alliance d'envergure favorisant le financement de tels projets par le gouvernement verra le jour », conclut David.

« Parfois, j’annule une visite, tant le danger est grand »

J.V., 58 ans, coordonne les projets d’Action de Carême en Haïti depuis 2019. Il habite avec sa famille à Port-au-Prince.*

**En raison du contexte sécuritaire précaire en Haïti, nous préférons ne pas mentionner de noms.*

Texte : **Ralf Kaminski**

Action de Carême est toujours à pied d’œuvre en Haïti, en dépit d’une situation très délicate qui rend l’accompagnement des projets d’autant plus important, comme nous l’explique notre coordinateur local.

Comment progressent les projets d’Action de Carême en Haïti ?

Bien, pour l’instant. Les techniques agroécologiques et les groupes de solidarité promeuvent la sécurité alimentaire, améliorent la situation financière et renforcent la confiance en soi des communautés villageoises. Toutefois, notre programme, qui touche plus de 20 000 personnes, n’avance que parce que la situation sécuritaire est encore plus ou moins bonne en zone rurale.

Et pas ailleurs ?

Non. La situation n’a cessé de se dégrader depuis que je suis entré en fonction en 2019, au beau milieu d’une crise politique.

Quelles sont les causes de cette crise ?

C’est un soulèvement populaire contre la corruption des dirigeants qui en est à l’origine. Mais, aujourd’hui, des groupes lourdement armés ont mis un terme aux manifestations et sèment la terreur dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, ce qui entrave gravement les déplacements.

Un exemple ?

Il vaut mieux ne pas quitter la ville avant de s’être renseigné sur la situation à notre destination et tout au long du trajet. Pour ce faire, je suis plusieurs groupes sur WhatsApp pour me tenir au courant des événements, j’appelle les gens sur place, j’écoute la radio. Et il arrive fréquemment que j’annule une visite parce que le danger est simplement trop grand. Souvent, la solution consiste à prendre l’avion pour une partie du trajet, puis de poursuivre en voiture.

Que font ces groupes ?

Ils dressent des barrages sur les routes et prélèvent un « péage ». Les enlèvements sont aussi monnaie courante. En 2023, durant les neuf premiers mois de l’année, il y en a déjà eu plus de 900, dont 63 concernant des personnes étrangères. De plus, des bandes pillent des quartiers entiers et en chassent les habitant·e·s. Les personnes déplacées se comptent déjà par dizaines de milliers.

L’accès à nos projets en souffre-t-il aussi ?

La plupart d’entre eux se trouvent à la campagne, dans des zones moins exposées aux dangers. Toutefois, cela fait deux ans que, pour des raisons de sécurité, je ne peux plus rendre visite à deux de nos organisations partenaires situées dans le département d’Artibonite. Or, les événements rendent notre travail d’autant plus important. Grâce à l’agroécologie, les familles paysannes cultivent elles-mêmes les aliments dont elles ont besoin et grâce aux groupes de solidarité, elles peuvent emprunter de petites sommes d’argent. En revanche, nous avons de la peine avec toutes les activités pour lesquelles le bon fonctionnement des institutions est indispensable.

Pendant un an, un millier de policiers étrangers supervisés par l’ONU contribueront à la lutte contre les groupes armés. Cela va-t-il changer quelque chose ?

La dernière mission de ce genre s’est terminée il y a cinq ans sur un résultat manifestement mitigé, d’où le scepticisme de la population. Il est cependant indéniable qu’un soutien armé est nécessaire, car Haïti n’a pas d’armée et moins de 10 000 policiers pour 12 millions d’habitanc·e·s.

La situation en Haïti est difficile depuis plusieurs décennies. Où est le problème ?

La déliquescence de l’État est la résultante d’événements historiques et de lacunes structurelles. L’élite corrompue presse Haïti comme un citron et ne se soucie absolument pas de léguer à ses descendant·e·s un pays en état de marche. Et les pays bailleurs de fonds craignent toujours que la situation devienne complètement incontrôlable, raison pour laquelle ils soutiennent même des gouvernements très corrompus. La fuite des cerveaux est un autre grave problème : plus de 80 % des Haïtien·ne·s titulaires d’un diplôme universitaire vivent à l’étranger.

Une présentation de nos projets en Haïti figure en page 15.

À la découverte de l'agroécologie

Interview : **Tiziana Conti** Photos : **Sophie de Rivaz, Karina Minda**

En octobre 2023, Philipp Censkowsky a pris part à un atelier organisé par Action de Carême dans le cadre des Journées de l'agroécologie. Sur le domaine agricole de Praz-Bonjour, situé dans les hauteurs de Blonay, une trentaine de participant·e·s ont mis les mains dans la terre et ont cultivé leurs connaissances sur les pratiques agroécologiques à la fois en Suisse et dans les pays du Sud. Découvrez son témoignage dans cette interview.

Philipp, de quoi t'occupes-tu dans la vie ?

Je me consacre actuellement à la rédaction d'une thèse de doctorat portant sur les processus de légitimation et de délégitimation autour des nouvelles infrastructures d'énergies fossiles dans un contexte d'urgence climatique. Par ailleurs, je constate avec préoccupation que l'approche économique enseignée à l'université ne tient pas suffisamment compte des enjeux écologiques et de durabilité. Les étudiantes et étudiants qui obtiennent un bachelor ou un master sont souvent formés à perpétuer un système de maximisation des profits sans nécessairement intégrer ces préoccupations essentielles. Des changements sont en cours, même s'ils sont lents.

Qu'est-ce qui t'a emmené à participer à cet atelier et que y as-tu découvert ?

Une amie qui travaille sur le domaine m'a informé de cet événement. Connaissant déjà Praz-Bonjour, où nous récupérons chaque semaine un panier de légumes avec mes colocataires, j'ai saisi l'occasion de découvrir la production et les pratiques de permaculture sur place. Cela m'aidera à mieux gérer le potager collectif que je partage avec une quinzaine de personnes. De plus, j'ai été introduit à une technique d'arrosage innovante qui utilise seulement trois ou quatre panneaux solaires pour pomper de l'eau du bas du champ jusqu'en haut. L'expérience a été vraiment enrichissante, et on voit que les fondateurs de ce collectif, Pierre-Gilles et Antoine, sont de vrais passionnés !

Une partie de l'atelier a été consacrée à l'agroécologie dans les pays du Sud. Qu'as-tu appris sur les enjeux dans ces pays ?

Outre les défis posés par les changements climatiques, les agriculteurs et agricultrices de nombreuses régions du Sud font face à des problèmes d'accès à la terre, notamment en raison de l'ac-



Entre théorie et pratique : sur le domaine agricole de Praz-Bonjour, les participant·e·s à l'atelier d'Action de Carême ont mis les mains dans la terre.

parement par de grandes multinationales, ainsi qu'à des difficultés d'accès aux semences. De plus, la question de la pénurie et de la qualité de l'eau pose des enjeux majeurs dans les pays du Sud. Les explications fournies dans l'atelier étaient très détaillées et ont pu illustrer par des exemples concrets comment les paysannes et paysans dans les pays du Sud y répondent.

Quel sens donnes-tu à la pratique de l'agroécologie en Suisse aujourd'hui ?

À l'échelle individuelle, l'agroécologie reconnecte les personnes à la terre et à la nature. Cultiver ses propres aliments plutôt que les acheter en supermarché crée une prise de conscience profonde. En évitant les pesticides et en favorisant la biodiversité avec des variétés de graines anciennes, cette approche intègre également la notion de durabilité. À long terme, elle offre une meilleure protection contre les maladies et les pertes de récolte par rapport à un système alimentaire industriel. Transformer le système alimentaire vers la relocalisation, la régionalisation et la réduction des fertilisants est impératif. Cette responsabilité appartient à chaque citoyen·ne, région et pays.



Philipp Censkowsky, 29 ans, poursuit actuellement son doctorat en tant qu'assistant diplômé au sein de la Faculté des hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Lausanne (UNIL). Au sein du Département stratégie, globalisation et société, il se consacre à la rédaction d'une thèse intitulée « Pourquoi finance-t-on encore les énergies fossiles ? Trois essais sur les dynamiques de contestation et décontestation dans le secteur de l'énergie. »

Moins de réchauffement climatique, plus de qualité de vie

Texte : Stefan Salzmann, Yvan Maillard Ardent | Illustration : SKISS

Tous les voyants sont au rouge ! Tel est le diagnostic posé par le monde scientifique quant au réchauffement planétaire. La Suisse, en tant que gros pollueur, doit assumer ses responsabilités et faire preuve de solidarité envers les personnes les plus défavorisées. Cela nous concerne tous et toutes. Chaque geste compte. Et si nous adoptions un comportement respectueux du climat tout en bénéficiant d'une meilleure qualité de vie ?

Le réchauffement climatique fait ressentir ses effets avec plus de force, de célérité et d'injustice que jamais. Voilà le constat dressé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son sixième rapport. Le monde pourrait connaître déjà avant 2030 un réchauffement de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, une hausse des températures que l'accord de Paris sur le climat avait fixée comme limite à ne pas dépasser.

Chaque dixième de degré compte

Il ressort clairement des modèles du GIEC que chaque dixième de degré d'augmentation supplémentaire engendre de graves conséquences, comme une élévation du niveau de la mer et la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes (vagues de chaleur, sécheresses et inondations), lesquels accentuent la faim, les migrations et la mortalité.

Mais ce n'est pas tout. Cela entraîne également une plus grande perte de la biodiversité, une érosion accrue engendrant des glissements de terrain en altitude, ainsi que des rendements agricoles incertains et en baisse dans de nombreuses régions du monde. Toute l'injustice de la situation tient au fait que les personnes les plus démunies sont les premières victimes du réchauffement climatique alors qu'elles n'y ont guère contribué.

Selon le GIEC, les cinq principaux leviers d'action en faveur de la justice climatique reposent sur le développement de l'énergie solaire et éolienne, la protection des écosystèmes, la reforestation, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'alimentation durable. La Suisse est certes un petit État, mais elle exerce une grande influence dans ces domaines : en raison de nos habitudes de consommation, notre pays enregistre les émissions de gaz à effet de serre par habitant parmi les plus élevées au monde.



Accroître notre empreinte positive

À l'échelle individuelle, nous pouvons non seulement exiger davantage de courage et d'ambition de nos responsables politiques, mais aussi nous efforcer de réduire notre propre empreinte écologique. Nous pouvons montrer par l'exemple qu'il est possible, et même souhaitable, d'adopter un mode de vie respectueux du climat. De la sorte, nous accroissons ensemble notre « empreinte de la main » (*carbon handprint* en anglais) commune. La priorité va aux actions à notre portée. Il s'agit de faire découvrir à notre entourage les initiatives et projets existants, d'apporter notre pierre à l'édifice et d'en parler. Cette démarche est source de motivation, car nous n'œuvrons pas seul-e-s, mais main dans la main.

Qui plus est, renoncer, c'est souvent gagner. Adopter la sobriété contribue à ralentir le réchauffement climatique tout en améliorant notre qualité de vie et notre santé. Ainsi, le choix de la mobilité électrique va de pair avec l'usage de voitures plus petites et légères, le recours au covoiturage et la diminution des distances parcourues, ce qui nous fait gagner du temps et améliore la qualité de l'air que nous respirons. En incarnant ce type de vision positive, nous sommes source d'inspiration pour les autres et nous encourageons les responsables politiques à défendre ces causes.

Des chiffres qui inquiètent

Selon les modèles du GIEC, un réchauffement de 1,5 °C exposera à des vagues de chaleur extrêmes au moins tous les cinq ans près de 1,1 milliard de personnes, ce chiffre grimant à trois milliards en cas de hausse de 2 °C, ce qui correspond à plus d'un tiers de la population mondiale. En Asie et en Afrique, des régions entières risquent de devenir inhabitables dans quelques décennies. Par ailleurs, la crise climatique a des conséquences sur la production agricole et l'alimentation de millions de personnes dans les zones rurales : le rendement du maïs sous les tropiques chutera de 3 % en cas de réchauffement de 1,5 % et de 7 % en cas de hausse de 2 °C.

Un climat toujours plus capricieux

Texte : **Ralf Kaminski** Photo : **Natasha Schnyder**



Au Guatemala, les effets néfastes des changements climatiques se multiplient. Les sécheresses et les ouragans menacent chaque jour davantage les moyens de subsistance des communautés rurales et poussent ses membres à l'exil.

Comme de nombreux autres pays du Sud, le Guatemala est frappé de plein fouet par les conséquences du réchauffement climatique : en plus de faire face à des phénomènes climatiques extrêmes tels que sécheresses et ouragans, il doit composer avec les caprices croissants du climat. « Soit il n'a plus plu depuis longtemps et tout se dessèche, soit il se met tout à coup à pleuvoir à verse pendant plusieurs jours et tout se retrouve inondé », observe Inés Pérez, la coordinatrice du programme Guatemala d'Action de Carême. Et d'ajouter : « Par ailleurs, les prévisions météo sont moins fiables qu'auparavant, ce qui complique la tâche aux paysannes et paysans quand il s'agit de décider quand semer et récolter. »

De ce fait, de nombreuses personnes n'ont d'autre choix que de consommer leurs semences, si bien qu'elles n'ont plus rien à mettre en terre aux semailles suivantes. « Et dans l'intervalle, elles sont quasi toujours contraintes d'acheter du maïs pour pallier l'insuffisance des récoltes », déclare Inés. Le maïs est l'ingrédient principal des tortillas, qui sont consommées à pratiquement tous les repas. Or, le prix de cette denrée alimentaire a plus que doublé récemment, ce qui rend la vie des familles paysannes encore plus difficile.

L'agriculture en danger ?

En raison de ses microclimats nombreux et variés, le Guatemala est souvent qualifié de « pays de l'éternel printemps ». Malheureusement, c'est de moins en moins vrai. « Il ne pleut pratiquement plus dans certaines régions et nous craignons qu'à terme, il ne soit même plus possible de cultiver dans ce « couloir de la sécheresse », qui s'étend à travers plusieurs pays d'Amérique centrale », explique notre coordinatrice.

Des habitantes et habitants quittent déjà la région, surtout des jeunes. « De nombreux hommes rejoignent les domaines de grands propriétaires terriens, où ils gagnent un salaire de misère en travaillant dans des plantations », signale Inés. D'autres se dirigent vers les États-Unis dans l'espoir d'une vie meilleure. « Pour ce faire, ils doivent vendre leurs dernières possessions, puis entreprendre un dangereux voyage auquel de nombreuses personnes ne survivent pas », relate notre coordinatrice.

Le soutien d'Action de Carême porte ses fruits

Les projets soutenus par Action de Carême au Guatemala renversent cette tendance. « Les personnes participant à nos projets peuvent suivre des formations en agroécologie, ce qui contribue à améliorer leurs rendements agricoles et leur octroie même une certaine autonomie financière. Elles sont donc plus résilientes face au réchauffement climatique. », se félicite Inés. En conséquence, l'émigration est en baisse, notamment parce que les personnes formées à ces méthodes trouvent plus facilement du travail.

De plus, de nombreuses communautés n'ont plus à craindre d'être expulsées de leurs terres car les autorités leur délivrent enfin des titres de propriété pour des parcelles déjà habitées et cultivées par leurs ancêtres. « Ces avancées représentent certes de petites gouttes d'eau dans un océan de problèmes », concède Inés, « mais il s'agit aussi de lueurs d'espoir montrant qu'il est possible de changer les choses. »

Une agricultrice témoigne

« Je m'appelle Penda Diafouné, j'habite dans la région de Thiès et je suis âgée de 49 ans. Je suis mère de quatre enfants et leur éducation m'a toujours tenu à cœur. J'ai fait partie de différents groupements de femmes, dont l'un a éveillé ma passion pour l'agriculture. J'ai démarré avec le microjardinage, dont la récolte était destinée à notre consommation. Plus tard, je suis passée à la culture biologique, ce qui m'a permis de vendre les excédents de ma production. Le maraîchage contribue à payer la scolarité de mes enfants, car la retraite de mon mari ne suffit pas pour faire face à toutes les dépenses, le coût de la vie étant élevé au Sénégal.

Les changements climatiques nous posent de graves problèmes : le rendement diminue, certains légumes n'arrivent même pas à maturité ou sèchent sur pied. Il n'est pas facile de s'adapter.



Heureusement, j'ai adhéré à une caisse de solidarité, dont je suis désormais la présidente. Elle nous donne un coup de pouce en cas de difficultés financières et renforce tant la cohésion sociale que l'entraide. Des atouts précieux par les temps qui courent. »

Penda Diafouné



Un pêcheur témoigne

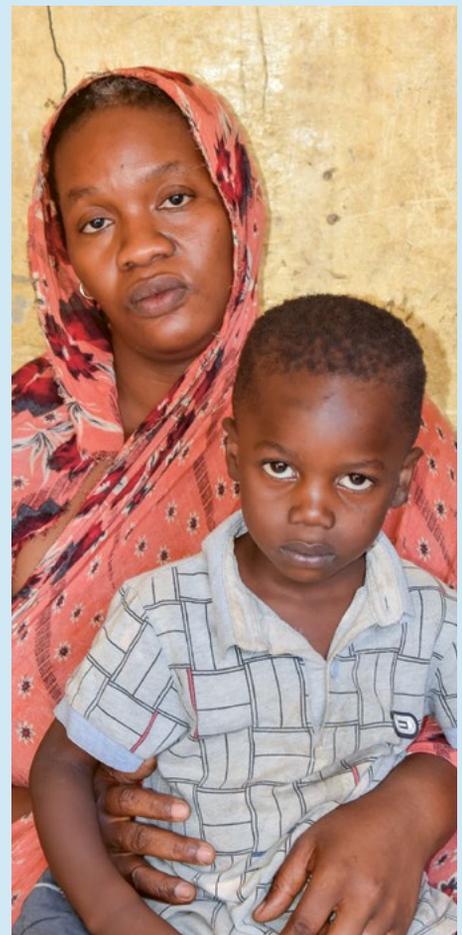
« Je m'appelle Ousseynou Thiom, j'ai 56 ans et pratique la pêche avec mes frères. Il y a quelques années encore, la mer était poissonneuse et nous pouvions bien vivre de notre activité. Mais aujourd'hui, les prises ne nous permettent plus de rentrer dans nos frais et nous rentrons même parfois à vide. Les grands bateaux de pêche étrangers qui sillonnent nos côtes et le réchauffement planétaire sont en grande partie responsables de cette situation. Certaines espèces de poissons quittent nos eaux car la température devient trop élevée. Et comme la mer ne suffit plus à nous nourrir, de plus en plus de jeunes gens tentent la dangereuse traversée vers l'Europe.

De nouvelles stratégies capables de sauvegarder les ressources halieutiques pour les futures générations sont nécessaires. Il faudrait réduire le nombre de licences octroyées à des bateaux étrangers et exercer une surveillance plus rigoureuse sur notre mer. De notre côté, nous devons pratiquer une pêche plus responsable. »

Ousseynou Thiom

Une avicultrice témoigne

« Je m'appelle Dieynaba Sy et j'ai 30 ans. J'ai pratiqué l'aviculture pendant un certain temps. Cependant, à cause de la hausse du prix du fourrage notamment, j'ai dû jeter l'éponge, car je ne m'en sortais plus financièrement. Les effets du réchauffement planétaire ont aussi été l'une des causes de mon abandon : les vagues de chaleur accroissent la mortalité parmi les poussins.



Nous vivons un dérèglement total et tentons de nous adapter au jour le jour. Le climat est très capricieux, il fait tantôt trop chaud, tantôt trop froid. À chaque saison des pluies, de fortes précipitations provoquent des inondations, qui impactent directement le rendement de nos récoltes. Aujourd'hui, je vis de la vente de légumes et de poissons. Cela me permet de nourrir ma famille. »

Dieynaba Sy



Limiter les dégâts causés par les typhons grâce à la prévention

Texte : **Ralf Kaminski** Photo : **CERD**

Aux Philippines, le réchauffement climatique augmente l'intensité et la fréquence des typhons. Action de Carême soutient la mise en place de mesures visant à sauver des vies et à limiter l'étendue des dégâts dans les villages situés sur la côte nord de l'île de Samar.



À l'approche d'un typhon, l'équipe locale de prévention des catastrophes traverse deux fois le village, un mégaphone à la main, afin d'alerter la population. « Le premier passage permet aux villageoises et villageois de se préparer à évacuer et le deuxième les avertit qu'il est grand temps de partir », explique Gretchen Sencil.

Âgée de 38 ans, cette coordinatrice locale est chargée des mesures de réduction des risques en cas de catastrophe (Disaster Risk Reduction ou DRR) au sein des villages côtiers de Pambujan dans la province du Samar du Nord, dans l'est des Philippines. Habitante elle-même d'un village menacé, elle collabore étroitement avec le CERD, une organisation partenaire d'Action de Carême qui a introduit, en 2020, des mesures de prévention au sein des communautés les plus démunies vivant essentiellement de la pêche et de l'agriculture.

« À la première alerte, les habitantes et habitants commencent à préparer un sac contenant des produits de première nécessité : nourriture, vêtements et documents importants », précise Gretchen, avant de poursuivre : « Par ailleurs, les bateaux de pêche situés dans des zones dangereuses sur la côte sont remisés dans un endroit sûr. » Les villageoises et villageois sécurisent aussi les habitations, en recouvrant par exemple les toits de filets de pêche lestés de vieux pneus pour éviter qu'ils ne s'envolent. En outre, des arbres ont été plantés le long de la côte pour protéger les maisons contre la violence du vent et des vagues.

Selon la puissance attendue du typhon, les équipes de DRR recourent à divers lieux de refuge. Il s'agit de bâtiments stables en ciment situés loin de la trajectoire du typhon : des écoles, des centres communautaires ou encore des habitations privées.

« Grâce à ces mesures, nous pouvons limiter considérablement les dégâts occasionnés par les typhons », observe Ailene B. Diaz, 43 ans, responsable des questions de DRR au sein du CERD. « Auparavant, la population se mettait à l'abri en n'emportant pratiquement rien et en ne protégeant pas nécessairement les habitations ou les bateaux », fait-elle remarquer. Il était même courant que les familles vivant de la pêche prennent la mer au péril de leur vie : « Comme leur survie dépend de la pêche, elles préféraient s'exposer au danger plutôt que de perdre d'éventuels revenus. » Aujourd'hui, cela n'arrive presque plus, notamment parce que nombre d'entre elles ont pu trouver de nouvelles sources de revenus avec l'aide du CERD. « Toutefois, certaines villageoises et certains villageois sont contraints de s'endetter pour pouvoir joindre les deux bouts », fait remarquer la coordinatrice.

Pour autant, les mesures de prévention ne prémunissent pas les communautés côtières contre les effets dévastateurs de super-typhons comme Haiyan, qui a balayé le pays en 2013. Les habitantes et habitants n'ont donc pas tout à fait l'esprit tranquille. « La plupart des familles voient néanmoins une énorme amélioration dans cette approche préventive » déclare Gretchen, en concluant : « Et de nombreuses personnes se lancent même dans les préparatifs d'évacuation avant la première alerte. »

Érosion du sol et hausse du niveau de la mer

Texte : **Ralf Kaminiski** Photos : **J.V.**

En Haïti, le réchauffement planétaire a des conséquences dramatiques, que les projets d'Action de Carême permettent d'atténuer.

Haïti est l'un des pays les moins responsables des changements climatiques (il ne génère que 0,3 % des émissions mondiales de CO₂), mais aussi l'un de ceux qui en souffrent le plus : les sécheresses s'allongent, la saison des pluies est plus courte mais plus violente, et les cyclones sont de plus en plus fréquents. « Aujourd'hui déjà, la côte recule à certains endroits », explique J. V.*, coordinateur d'Action de Carême en Haïti. « En même temps, le niveau des nappes phréatiques s'abaisse dans certaines régions, de sorte qu'il faut creuser toujours plus profond pour obtenir de l'eau douce ».

Le principal défi, c'est l'érosion, causée notamment par le déboisement. Même si plus de 70 % du pays est montagneux, « aucune pente n'est trop raide pour empêcher la culture d'aliments », estime-t-il, « c'est tout simplement inévitable ». Or, lorsque des pluies diluviennes déferlent sur l'île des Caraïbes, les terres arables sont particulièrement menacées. « Quand la couche supérieure est emportée par les flots, on ne peut plus rien cultiver, et dans les zones de plaine, on risque des glissements de terrain et des inondations. » Notre coordinateur craint que, d'ici 2030, environ 20 % des zones actuellement cultivées deviennent impropres à l'agriculture.

L'une des solutions efficaces à ce problème, financée par Action de Carême, consiste à ériger des barrières anti-érosion qui peuvent prendre la forme de terrasses, de diguettes en pierre ou de barrières végétales. « Nos partenaires sensibilisent les personnes participant aux projets à cette cause et leur transmettent le savoir-faire nécessaire », ajoute le coordinateur. « Et nos barrières anti-érosion servent d'inspiration à d'autres paysan·ne·s, qui ne font pas partie de nos projets. » Une transmission qui n'est cependant pas assez systématique dans l'ensemble du pays : « C'est une tâche titanesque. »

Le réchauffement planétaire n'a fait qu'aggraver une situation due à un déboisement excessif, une pratique qui remonte à de longues années. Certes, des projets de reboisement sont



Dégâts sur les côtes de Port Salut, au sud d'Haïti.

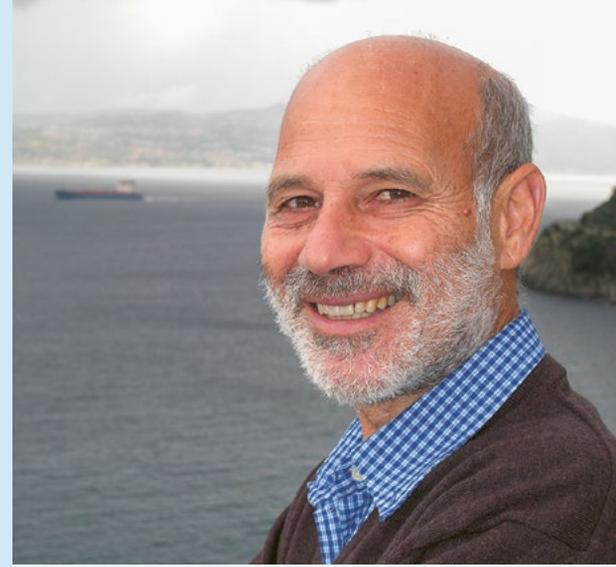


Des paysannes installent des barrières pour protéger leurs champs de l'érosion dans les zones montagneuses.

menés à terme, mais la superficie que l'on peut y consacrer est limitée, car la plus grande partie des terres arables doivent être utilisées pour nourrir une population en augmentation. En outre, la majorité des ménages cuisinent encore au bois ou au charbon de bois.

« Il n'en reste pas moins que nous enregistrons des avancées avec nos partenaires », se réjouit le coordinateur, « car nous nous engageons dans des régions particulièrement touchées par les changements climatiques. » Les techniques agroécologiques accroissent le rendement et promeuvent aussi la biodiversité. « Grâce à cette conversion et aux projets de reboisement, certaines espèces d'insectes et d'oiseaux se sont réinstallées dans la région », se félicite-t-il.

Cinq questions à Francesco Gesualdi



L'écrivain et activiste italien Francesco Gesualdi, 74 ans, est le fondateur et le coordinateur d'un centre de documentation, le « Centro Nuovo Modello di Sviluppo », dans la province de Pise. Ce centre analyse les déséquilibres internationaux, étudie le comportement des entreprises et élabore de nouveaux modèles économiques plus justes et plus durables.

Interview : **Federica Mauri** Photo: mise à disposition

De nouvelles approches économiques et un changement de rapport à la consommation sont nécessaires pour faire face à la crise climatique, affirme l'activiste italien Francesco Gesualdi.

L'humanité est confrontée à une grave crise climatique. Cependant, nous semblons avoir de grandes difficultés à adopter des comportements plus respectueux du climat. Comment surmonter les résistances sociétales et politiques ?

À mon avis, ce qui empêche la plupart des gens d'adopter des comportements plus respectueux du climat n'est pas lié à une incapacité à changer leur mode de vie, mais plutôt à la crainte des conséquences sociales qui pourraient en résulter. Dans notre société consumériste, le travail est par exemple inextricablement lié à la consommation, de même que la voiture est devenue un élément indispensable à la vie moderne. La société peut arriver à surmonter ses résistances en prenant conscience que la durabilité et les droits sociaux peuvent aller de pair. Mais une approche économique différente est nécessaire.

La surconsommation exacerbe les changements climatiques. Que pouvons-nous faire en tant que citoyen·ne·s pour changer les choses ?

Tout d'abord, nous devons nous débarrasser du superflu et de l'inutile. Nous devons réparer et cesser de courir après la technologie de manière obsessionnelle. Nous devons réduire les emballages, recycler et utiliser davantage les biens de seconde main. Nous devons apprendre à produire nous-mêmes ce que nous pouvons en partageant tout ce que nous pouvons : de la voiture à la perceuse en passant par la machine à laver.

La sobriété peut faire peur car elle est souvent synonyme de renoncement, mais est-ce vraiment le cas ? Pourquoi le renoncement nous semble-t-il si difficile ?

Dans l'imaginaire collectif, la sobriété est vécue comme un retour à la bougie. En réalité, c'est l'avènement de la souveraineté. C'est la capacité à ne plus se laisser influencer par la publicité en



décidant par soi-même de ce dont nous avons vraiment besoin. C'est la capacité à retrouver le sens de la satiété et le respect du bien commun.

Chaque contribution est importante pour lutter contre la crise climatique, mais il n'est possible de réussir qu'en mettant nos efforts en commun. Comment motiver suffisamment d'individus à agir ensemble ?

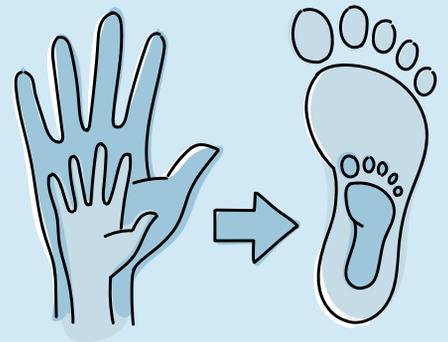
La crise climatique nous a montré qu'il n'y a pas d'endroit où s'abriter. En d'autres termes, soit nous nous sauvons toutes et tous, soit personne n'est sauvé. Le salut collectif peut être la motivation dont nous avons besoin pour sortir de notre apathie.

Adhères-vous au slogan de la Campagne œcuménique 2024 : « Moins, c'est plus » ?

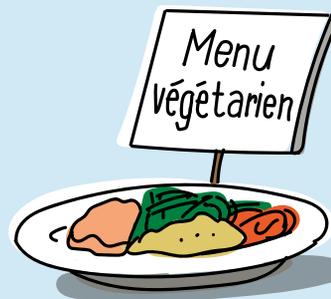
Tout à fait. Moins au niveau matériel signifie plus au niveau émotionnel et existentiel. Pour pouvoir acheter en quantité, nous devons beaucoup travailler afin de gagner beaucoup d'argent. Mais plus nous consacrons de temps au travail, moins il nous en reste pour nos relations familiales, notre vie sociale et politique, notre croissance intérieure. Il est temps de prendre conscience que le véritable bien-être est la satisfaction de toutes les dimensions humaines qui doivent trouver un équilibre entre elles. Sans oublier la santé, qui suppose un environnement sain, et la paix, qui suppose l'équité à tous les niveaux.

Renforçons l'« empreinte de la main »

Comment réduire notre empreinte écologique en renforçant notre « empreinte de la main » ? Nos conseils pour mettre notre style de vie au diapason du climat et opter pour la durabilité.



Participer et encourager ses proches à prendre part à une **initiative anti-gaspillage**, par exemple en installant un **réfrigérateur dans un lieu public** pour distribuer les aliments invendus.



Faire campagne pour l'introduction, dans le menu de la **cafétéria d'entreprise**, de plats végétariens à base d'ingrédients locaux et biologiques, dont la saveur est aussi délicieuse que celle de plats à base de viande.

S'inscrire à un système de **partage de véhicules** et en parler autour de soi.



Faire l'acquisition d'un **vélo électrique collectif** doté d'une caisse de transport afin de remplacer la voiture pour transporter des marchandises.



Mettre en place un **jardin communautaire** pour cultiver et récolter ensemble des légumes bio, tout en créant un biotope pour les insectes et les oiseaux.



Se rencontrer dans le quartier, une association, la paroisse ou un cercle d'ami-e-s afin de **réfléchir** aux changements de structures qui nous permettent

d'encourager ensemble un style de vie durable, au sein du groupe et au-delà. Dans quels domaines pouvons-nous amener des progrès ? Lesquels ? De quelle façon susciter l'intérêt d'autres personnes et les motiver à se joindre au groupe ?



Action de Carême et l'EPER proposent aussi des ateliers aux communautés et collectifs souhaitant augmenter leur « empreinte de la main » : www.voir-et-agir.ch/empreintedelamain

*Katrin Fabbri, coordinatrice
des groupes de jeûne, s'apprête
à savourer un bon repas.*



« Le jeûne nourrit l'âme et ouvre l'esprit »

Texte : **Katrin Fabbri** Photo : **Carole Mury**

Lors du carême 2023, près de 500 personnes ont pris part à un jeûne dans le cadre de la Campagne œcuménique. Elles ont rejoint un des 40 groupes disséminés dans toute la Suisse romande, du Valais au Jura, en passant par Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel, ainsi que la France voisine.

Le jeûne s'étend en moyenne sur une semaine. Si nous devenons un oiseau, nous verrions chaque jour de nombreuses personnes dans divers lieux s'unir pour un monde plus juste. Le jeûne peut être un acte de solidarité vécu au sein d'une communauté, qui engendre une ouverture aux autres, en particulier à celles et ceux qui sont dans la souffrance. Les personnes qui jeûnent ont choisi de s'abstenir de manger pour ressentir la faim ; une faim du corps et une faim de la Parole. Lors du jeûne, le corps se libère des lourdeurs, ce qui rend possible un ressourcement qui nourrit l'âme et ouvre l'esprit. Jeûner ensemble procure du bonheur et réveille notre espérance en communion avec le Christ.

Le renouvellement se vit aussi au niveau des responsables de groupe, où un passage de témoin peut s'effectuer entre la personne qui se retire et celle qui souhaite reprendre le groupe. Toute personne qui est intéressée par la démarche de jeûner ensemble peut devenir animateur ou animatrice de groupe. Une rencontre annuelle est organisée à cet effet, de la documentation est mise à disposition et un accompagnement est proposé par la coordinatrice romande.

Comment s'y prendre ?

Dans le respect du corps et de l'esprit, ce jeûne se déroule selon la méthode Buchinger. Il faut prendre conscience que celui-ci se prépare par 3 à 4 jours d'allègement alimentaire et se termine par 3 à 5 jours de reprise alimentaire en douceur.

Pour participer à une semaine de jeûne, le site de www.voir-et-agir.ch/jeuner-ensemble propose une carte interactive pour trouver un groupe proche de chez soi. Les conditions de participation sont simples : venir aux réunions quotidiennes et s'affranchir d'une inscription de CHF 40.00/personne, qui ne doit toutefois pas être un obstacle à la participation. Toute personne en bonne santé physique et psychique est la bienvenue. Un don volontaire est récolté à la fin de la semaine et versé intégralement pour des projets d'Action de Carême et de l'EPER dans les pays du Sud.

**« Jeûner, c'est tellement riche :
le corps se réjouit, l'âme se réveille,
l'esprit s'ouvre... et la solidarité
est donnée au monde.
Une belle expérience ! »**

Béatrice Campiche, jeûneuse

Un processus dynamique

Ce processus appelle chaque année de nouvelles personnes, soit près d'un tiers des participant·e·s. Les autres ont pris goût à cette démarche profonde et exigeante et la renouvellent annuellement. Leur expérience est partagée parmi le groupe et rassure la personne qui se lance dans l'aventure pour la première fois ! Les trois quarts des participant·e·s sont des femmes.

**La coordinatrice se tient à votre disposition
pour toutes questions et demandes :**

Katrin Fabbri, 079 332 38 09, jeuner@voir-et-agir.ch



DES PAROLES AUX ACTES

Pérennisez votre engagement !

En couchant Action de Carême dans votre testament, vous soutenez notre engagement contre la faim dans les pays du Sud, perpétuant ainsi votre impact au-delà de votre vie terrestre.

Pour que vos souhaits soient exaucés, il est important de rédiger un **testament en bonne et due forme** en tenant compte des principales dispositions du droit successoral, comme l'ordre de succession, les réserves et la quotité disponible. Vous trouverez des informations utiles à ce sujet dans notre guide testamentaire.

Pour le commander, vous pouvez contacter Sabrina Penel au 021 617 88 81 ou lui écrire à penel@actiondecareme.ch. Pour répondre à vos questions d'ordre juridique, elle vous aiguillera vers un avocat ou une avocate qui vous fournira gratuitement une première consultation d'une valeur de CHF 300.-.

Nous exprimons notre profonde gratitude aux personnes qui pensent à Action de Carême au moment de rédiger leur testament.



Action de Carême
Sabrina Penel
 021 617 88 81
penel@actiondecareme.ch

Merci de faire perdurer votre soutien aux projets d'Action de Carême !

Merci de tout cœur pour votre don !

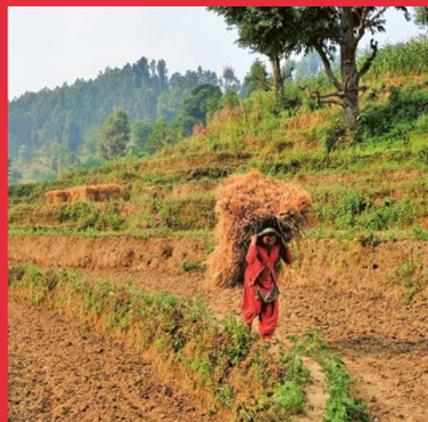
Votre don est source d'espoir et fait des miracles.

Exemples de projets



Avec 40 francs,

vous soutenez des communautés villageoises afin qu'elles puissent améliorer leurs conditions de vie, notamment grâce à l'application de techniques agricoles adaptées aux conditions locales et l'élevage de petits animaux.



Avec 80 francs,

vous permettez à des familles paysannes de suivre des formations en agroécologie. Elles peuvent ainsi diversifier leur production agricole et bénéficier d'une alimentation saine et équilibrée.



Avec 120 francs,

vous œuvrez en faveur d'une agriculture durable dans le cadre de plus de 300 projets et participez efficacement à éliminer la faim à nos côtés.

Suivez nos actualités en vous abonnant à notre newsletter !
www.actiondecareme.ch/newsletter

www.actiondecareme.ch/don
IBAN CH31 0900 0000 1001 5955 7

**Faites un don
avec Twint !**



Scannez le code QR avec l'app Twint.



Saisissez le montant et confirmez le don.

